

La droite : après la désorientation, la reconstruction?
--

L'élection présidentielle de Mai 2017 a ouvert des bouleversements majeurs dans le monde politique : Quasi disparition de la gauche de gouvernement d'une part, et éclipse d'une droite qui a perdu une élection initialement imperdable par la faute d'une candidature devenue impossible.

Passés les premiers moments de sidération et la recomposition à marche forcée avec les élections législatives, la poussière retombe peu à peu, et la recomposition se poursuit. Chaque camp tente de se remettre des plaies ouvertes qui l'ont affaibli. La droite apparaît ici en avance sur une gauche encore largement moribonde.

1/ Une droite tiraillée entre séduction et opposition face à Emmanuel Macron

Une droite séduite par les réformes économiques et sociales

La plupart des baromètres mesurant l'approbation vis à vis du couple exécutif ont fait état de tendances qui peuvent être découpées en deux périodes distinctes:

- un décrochage net du couple exécutif entre fin juillet et début septembre (-8 points en deux mois pour le chef de l'Etat dans l'Observatoire politique Elabe pour Les Echos et Radio Classique), visible tant à gauche qu'à droite;
- puis un rétablissement partiel , au cours des mois de septembre et d'octobre (+3 points).

Ce rétablissement fut essentiellement tiré par un regain de popularité auprès des catégories supérieures (notamment les cadres) et à droite, où la côte du Président a franchi la barre des 50% en novembre (et même 53% chez les sympathisants LR), pour la première fois depuis juin dernier. Le Président restait en revanche nettement minoritaire au sein d'une gauche très hostile aux mesures phare de la rentrée, de la réforme du code du travail à la réforme de l'ISF, en passant par la baisse de 5 euros des APL et la diminution du nombre de contrats aidés (33% de popularité enregistrés en novembre).

La période automnale a donc été, avec un grand nombre de réformes à caractère économique et social, celle d'un retour - au moins temporaire - à une évaluation de l'action de l'exécutif qui semblait évaluée selon une grille de lecture « gauche-droite ». La perception d'une politique menée « pour quelques uns », en particulier les plus fortunés, s'est peu à peu ancrée dans les esprits d'une partie de la population, comme en témoignent les questions ouvertes posées par différents instituts dans cette période.

Sensibles à une action gouvernementale jugée conforme à leurs idées en matière économique, beaucoup plus qu'aux critiques exprimées par les ténors Républicains, une très large majorité des sympathisants de droite (60%), souhaitaient, en octobre, que leur parti adopte une position constructive en soutenant certaines lois et mesures du gouvernement.

L'exécutif a pleinement su exploiter l'avantage stratégique conféré par sa capacité à agir: il a compris qu'au moment où la défiance vis à vis du politique reste extrêmement marquée, les actes concrets l'emporteraient toujours sur les critiques et les promesses .

Résultat : une part substantielle des sympathisants Républicains, comme des personnes se positionnant « à droite », jugent que LREM est un parti « de droite »: 38% des sympathisants LR, 26% des électeurs de Fillon, et 32% des personnes se positionnant à droite¹.

¹ Sondage Elabe pour BFM TV « Opinion en direct », 15 novembre 2017.

Une droite tiraillée entre proximité de préoccupations mais rejet des alliances avec le FN

La droite s'est donc retrouvée divisée par l'attrait des réformes économiques mises en oeuvre. Cet électorat est également tiraillé entre d'un côté une forte proximité de préoccupations avec l'électorat FN - notamment sur les questions identitaires et régaliennes, comme l'ont confirmé les « ateliers de la refondation » conduits par la présidence par intérim du parti depuis les législatives - , et « en même temps » un très net refus de toute alliance avec le Front national, notamment dans la perspective des élections européennes à venir. Ainsi, les alliances étaient rejetées par plus de 7 sympathisants LR sur 10, et par les électeurs de François Fillon dans une proportion similaire.

Une droite peu audible face à une France insoumise qui a su occuper tout l'espace médiatique

S'est ajouté à ces facteurs de division de la droite la fragmentation des fronts d'opposition, qui n'a pas permis de coaguler les oppositions qui s'exprimaient dans l'opinion, ni de structurer une opposition unique à Emmanuel Macron. Ainsi, en octobre, seule la France Insoumise semblait, en ayant pris le leadership de l'opposition à la réforme du travail dans les médias comme dans la rue, tirer son épingle du jeu. 35% des français jugeaient alors qu'elle incarnait le mieux l'opposition à Emmanuel Macron, contre 2% pour le PC, et 2% pour le PS. L'opposition de droite peinait à se faire entendre : 8% jugeaient que LR incarnait le mieux l'opposition, et 13% le Front National. Même les sympathisants LR ne semblaient pas convaincus par la capacité de leur propre parti à incarner une opposition à Emmanuel Macron, et le plaçaient au même niveau que la France insoumise sur cette question, à 30% contre 29%².

2/ Vers une reconstruction d'un front d'opposition de droite?

En ce mois de décembre, alors que Les Républicains sont en passe de se doter enfin d'un « vrai chef », une nouvelle tendance va-t-elle enfin s'esquisser à la droite de l'échiquier politique? Les sympathisants de droite vont-ils sortir de leur hésitation stratégique à l'égard d'un Président qu'ils ne reconnaissent pas comme un des leurs, mais dont ils estiment qu'il mène bien des réformes que leurs propres leaders n'ont pas pu ou pas voulu mener lorsqu'ils étaient au pouvoir ? Pour résumer : vivons-nous la première étape du « retour de la droite » ?

Une droite qui peine à reconstituer un leadership clair...

A la différence du Parti socialiste, la droite conserve un certain nombre de leaders relativement connus, aux responsabilités électives importantes, sur lesquelles elle pourra s'appuyer dans son ambition de reconquête électorale et de reconstruction. Cela dit, il convient de noter que les quadras et quinquas de la droite n'ont pas encore construit avec leur propre camp, le lien fort qui était celui de leurs prédécesseurs.

Ainsi, jusqu'en novembre 2016, Alain Juppé obtenait toujours des scores supérieurs à 70% chez les sympathisants LR dans l'observatoire politique Elabe. De même, Nicolas Sarkozy oscillait entre 65 et 75% de bonnes opinions entre 2015 et 2016. François Fillon lui-même avait connu un net gain de popularité suite à la primaire, et s'était hissé au-dessus des 65% auprès des sympathisants de son parti. Aujourd'hui, à l'exception d'un François Baroin qui a récemment annoncé son prochain retrait de la vie politique (bien qu'ayant été réélu Président de l'AMF), aucune figure majeure des Républicains n'atteint de tels niveaux de popularité – Laurent Wauquiez, Valérie Pécresse, ou encore Xavier Bertrand obtiennent tous autour de 50% de bonnes opinions.

² Sondage Elabe pour BFM TV « Opinion en direct », 11 octobre 2017.

Par ailleurs, les figures de droite qui n'ont pas souhaité participer à la compétition pour la présidence de LR, ont certes enregistré une baisse de popularité à droite ces deux derniers mois, comme si une partie de leurs sympathisants leur reprochait de ne pas avoir mené le combat. Mais elles restent, à l'instar d'un Bertrand ou d'une Péresse, autant voire plus populaires que le futur président des Républicains. La présidente de la Région Ile de France a ainsi perdu 14 points depuis deux mois auprès des Républicains, à 49% de bonnes opinions (soit 3 points de moins que Wauquiez seulement), et perdu 6 points auprès des électeurs de Fillon (54%, soit 9 points de plus que Wauquiez), son homologue des Hauts de France a perdu 13 points depuis 2 mois auprès des Républicains (54%, soit 2 de plus que Wauquiez), et 7 auprès des électeurs de Fillon (58%, soit 13 de plus que Wauquiez). François Baroin reste lui extrêmement populaire chez les sympathisants LR (69%), même si lui aussi a enregistré une nette baisse (9 points) au cours du mois écoulé.

... mais qui conserve un socle solide et un espace politique

Il est intéressant de noter qu'en dépit des défaites passées et d'un déficit de confiance dans leurs principaux leaders, une nette majorité de sympathisants de droite (68%, dont 74% des sympathisants LR), à la différence de la moyenne des français (34%), ne doute pas que LR puisse reconquérir le pouvoir lors des prochaines élections locales et nationales.

De plus, à la différence de l'érosion significative enregistrée par la gauche (le total des personnes se déclarant comme « de gauche » a baissé de 6 points entre l'automne 2015 et l'automne 2017), la droite reste stable : 19% des français se disent toujours « de droite », et 9% (-1 point) « très à droite ». La droite conserve une assise significative dans un certain nombre de segments électoraux importants : un quart des retraités se positionnent dans cet espace politique, de même que plus d'un français de 50 à 64 ans sur cinq, 25% des cadres et professions intellectuelles supérieures, 21% des artisans et commerçants, 26% des habitants de la région parisienne, et 20% des villes de plus de 20 000 habitants. Autant de catégories sur lesquelles elle pourra s'appuyer pour partir à la reconquête du pays³ alors qu'elle reste en panne d'attractivité depuis 2007 pour le cœur de la population active : 11 % seulement des 25-34 ans et 14 % des 35-49 ans déclarent se positionner à droite.

De plus, il convient de rappeler que Les Républicains conservent un nombre important d'élus locaux et nationaux, autant de forces vives sur lesquelles s'appuyer pour lancer la reconquête. Premier parti d'opposition à l'Assemblée nationale, avec une centaine de députés, le parti est également solidement ancré au Sénat - dont Gérard Larcher occupe la Présidence. Les Républicains ou leurs alliés détiennent également 7 régions, et depuis 2014 une majorité des communes de plus de 9.000 habitants. A ce jour, le nombre d'élus de droite ayant ouvertement rejoint La République En Marche est relativement faible - même si, à l'approche des élections locales, et selon l'état de l'exécutif dans l'opinion à ce moment-là, des velléités de recomposition locale pourraient se faire jour.

Existe-t-il un espace politique suffisant, entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, pour une droite qui ne serait ni l'aile droite du Macronisme, ni l'aile gauche du FN ? Si l'on en juge par la manière dont les Français et les sympathisants Républicains perçoivent le positionnement politique des uns et des autres sur une échelle de 0 à 10 - où 0 est la position la plus à gauche, et 10 la plus à droite - la réponse est positive. En effet, Marine Le Pen se situe bien, du point de vue des Français, à l'extrême droite de l'échiquier politique, avec une note moyenne de 8,1, et 54% des français qui la

³ Sondage Elabe pour BFM TV « Opinion en direct », 15 novembre 2017.

placent à 10. Emmanuel Macron est perçu, conformément aux éléments évoqués ci-dessus sur la perception de sa politique économique, comme s'étant légèrement déporté à la droite de l'axe central (5,7). Mais il convient de noter que les sympathisants LR le placent moins à droite que la moyenne des français (5,5), et plus encore les électeurs de François Fillon (5,3). S'ils reconnaissent sans doute un certain nombre de mesures « de droite » dans la politique menée par le Président, il n'est pas vraiment reconnu pour autant que l'un des leurs. Quant au parti Les Républicains, les Français le positionnent à peu près à mi-chemin entre les deux, à 6,8. Notons que les seuls sympathisants Républicains placent leur parti un peu plus à droite que la moyenne des français, à 7,3.

3/ Cliver ou rassembler : le dilemme stratégique de Laurent Wauquiez

LR peut-il redevenir le meilleur opposant ?

A ce jour, la France insoumise a perdu un terrain important dans la bataille du meilleur opposant (7 points), mais reste de loin la principale incarnation de l'opposition, pour 28% des interviewés. Les Républicains ne représentent la meilleure opposition qu'aux yeux de 8% des français, de 29% des sympathisants de droite, et de 35% à peine des sympathisants LR. Le regain de visibilité médiatique concomitant à la campagne pour la présidence du parti n'a donc à ce stade pas permis aux Républicains de s'affirmer comme une opposition claire et crédible face à l'exécutif. Et ce, d'autant plus qu'à ce stade, LR n'incarne que très peu le renouvellement des personnalités (25% des Français souscrivent à cette opinion) et des idées (21%) aux yeux des français. A l'instar des autres « vieux » partis, il peine à convaincre les Français qu'il a effectué les évolutions nécessaires pour s'adapter aux exigences du « nouveau monde ».

Résultat : aux yeux de 42% des français et de 28% des sympathisants de droite, aucun parti n'incarne aujourd'hui l'opposition à Emmanuel Macron, signe que le désarroi provoqué par la recomposition politique persiste. Ce sentiment est particulièrement marqué chez les retraités (43%), les catégories populaires (44%), les habitants de communes rurales (44%).

C'est sans doute là que se trouve le plus grand défi pour Les Républicains, comme pour l'ensemble des partis qui aspirent à incarner une alternative à Emmanuel Macron demain: convaincre la part croissante de français qui, sans nécessairement adhérer à la politique menée, ne se retrouvent pas dans l'offre politique des oppositions actuelles : passer d'une force d'opposition à la force d'alternance.

« Trop à droite »: une critique qui convainc ?

Nul ne doute, parmi les sympathisants LR, de la détermination de Laurent Wauquiez à relever ce défi. Il s'imposera sans doute de manière incontestable dans sa famille, mais reste une figure clivante dans son propre parti. Il bénéficie de 52% d'opinions positives chez les sympathisants LR, où il a perdu 7 points au cours des deux derniers mois, et même 11 points chez les électeurs de Fillon (45%). Malgré les qualités réelles - dynamisme, volonté de changer les choses, honnêteté, sympathie - qui lui sont reconnues par les sympathisants de droite, Laurent Wauquiez a en outre quelques handicaps d'image à surmonter, et une présidentialité qui reste à construire : il n'a ainsi « les qualités nécessaires pour être Président de la République » que pour 43% des sympathisants LR⁴.

⁴ Sondage Elabe pour BFM TV « Opinion en direct », 29 novembre 2017.

De nombreux ténors de la droite, ainsi que son concurrent à la Présidence Maël de Calan, l'ont en outre accusé d'être « trop à droite ». Cependant, les données recueillies par Elabe indiquent que ce procès ne rencontre finalement pas un fort écho dans l'opinion : les Français ne le positionnent pas comme « trop à droite » par rapport à la manière dont ils perçoivent le positionnement de son parti. A 6,7 de note moyenne, il est en effet extrêmement proche du positionnement attribué aux Républicains par la moyenne des Français (6,8).

Les sympathisants Républicains le positionnent même - fait étonnant, lorsqu'on a en tête les nombreuses critiques exprimées par certains ténors de la droite - MOINS à droite que son parti (à 7, contre 7,3). Un phénomène que l'on observe également s'agissant des sympathisants FN, qui ne le positionnent pas très loin d'Emmanuel Macron (6,1, contre 5,5 pour Macron, et 6,3 pour LR). Ainsi, la perception d'un personnage « clivant », dont on doute qu'il puisse rassembler sa famille, trouve sans doute racine davantage dans les mots, la méthode de management ou les traits de caractère perçus de Laurent Wauquiez, que dans sa ligne politique à proprement parler.

Notons par ailleurs que, comme s'ils n'en savaient pas encore assez sur lui pour le positionner, un français sur cinq le placent exactement au centre de l'échiquier politique. C'est notamment le cas d'un tiers des électeurs Marine Le Pen. De ce point de vue, Laurent Wauquiez devrait sans doute moins s'inquiéter des procès - dans sa famille comme dans les médias - qui lui sont intentés sur son positionnement politique jugé « trop à droite », que de faire connaître ses propositions au plus grand nombre, tout en rassurant, dans les mots comme sur ses méthodes, sur sa capacité à rassembler.

Cliver ou rassembler : le dilemme de Wauquiez

Pour repositionner Les Républicains comme le parti d'alternance, le prochain Président des Républicains va devoir choisir entre deux stratégies, qui chacune présentent un certain nombre de risques. D'un côté, l'option consistant à cliver, notamment sur les questions identitaires et régaliennes, pour capitaliser sur la désorientation du FN et faire revenir une partie de ses électeurs dans le giron de la droite. C'est l'option que semble, à ce stade, privilégier Laurent Wauquiez. Cliver pour redevenir audible, dicter à nouveau un agenda jusqu'ici largement imposé par Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, et s'imposer à nouveau comme « premier opposant » au Président. Mais ce faisant, il risque de paraître incapable, aux yeux de sa propre famille politique, de rassembler assez largement pour assurer une victoire présidentielle future. A ce jour, il n'est jugé « capable de rassembler la droite » que par la moitié des sympathisants de droite.

L'autre option se présentant à lui est de « rassembler », pour éviter que les défections personnelles enregistrées ces derniers jours - avec la constitution de « Agir » au centre droit, et les ralliements de quelques ténors Républicains à LREM - n'entraînent dans leur sillage davantage de pertes au sein de l'électorat de centre droit

Cliver pour gagner la « bataille des oppositions », ou rassembler pour incarner la force d'alternance. Cliver pour reconquérir les électeurs passés au FN et désarçonnés par les échecs de Marine le Pen ou rassembler pour éviter l'érosion de son socle par la lente hémorragie des électeurs de la droite modérée. Telle semble être la difficile équation que Laurent Wauquiez aura à résoudre dans les mois qui viennent. Le nouveau Président des Républicains refusera sans doute cette opposition. Cliver puis rassembler sera sans doute sa réponse. Mais l'année 2017 vient de rappeler à quel point l'exigence de cohérence s'est imposée parmi les critères de jugement des leaders politiques.